



2017 ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE DE LA FRANCE

Pour une croissance et un marché du travail plus inclusifs

Paris, 14 septembre 2017

<http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/etude-economique-france.htm>



@OECDDeconomy
@OCDE_fr



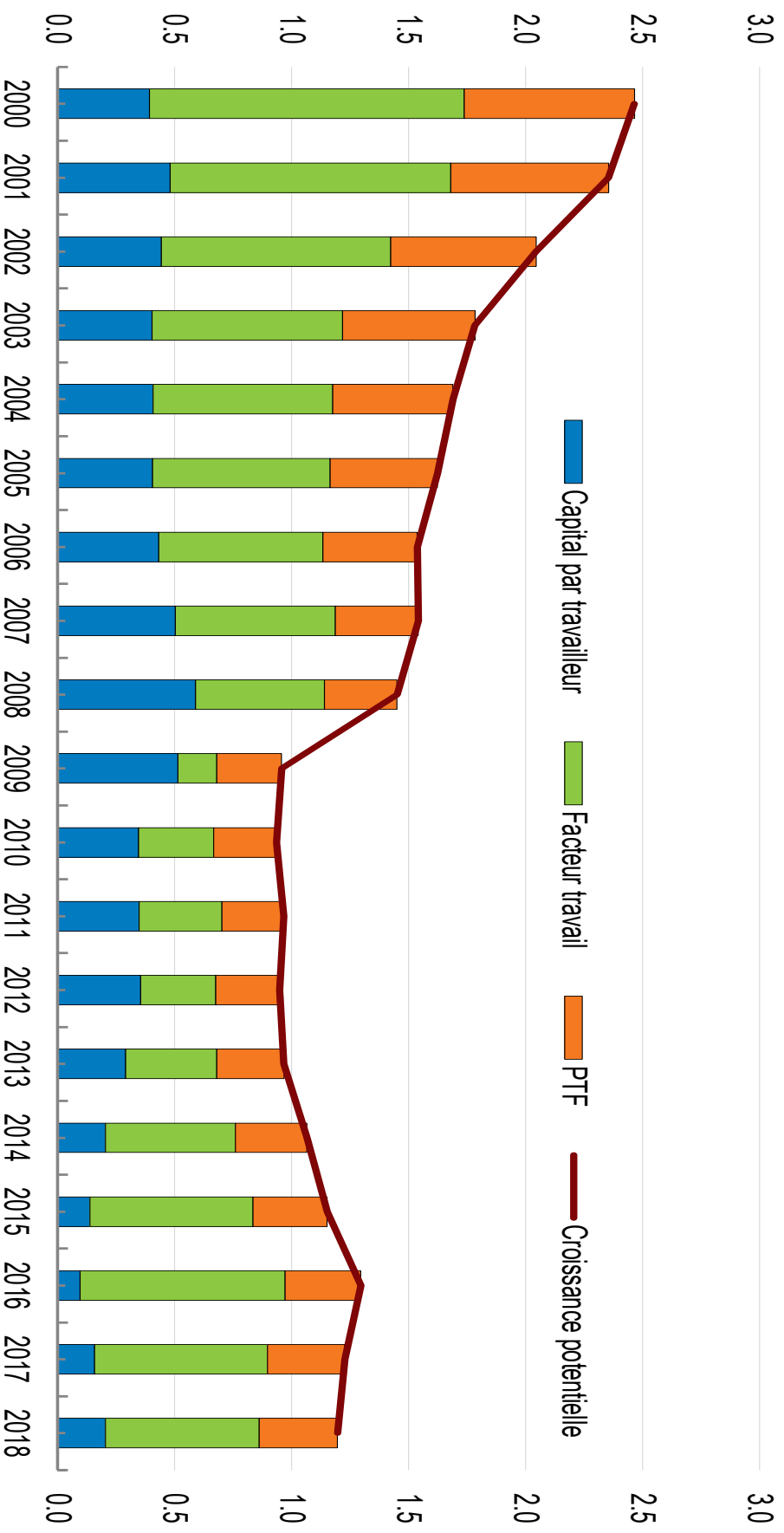


Principaux messages

- Une stratégie de long terme aiderait à réduire la dépense publique et améliorer ses effets sur l'équité
- Favoriser un développement inclusif des compétences et de l'emploi
- Améliorer les conditions de vie dans les quartiers défavorisés
- Améliorer l'efficacité du système de santé



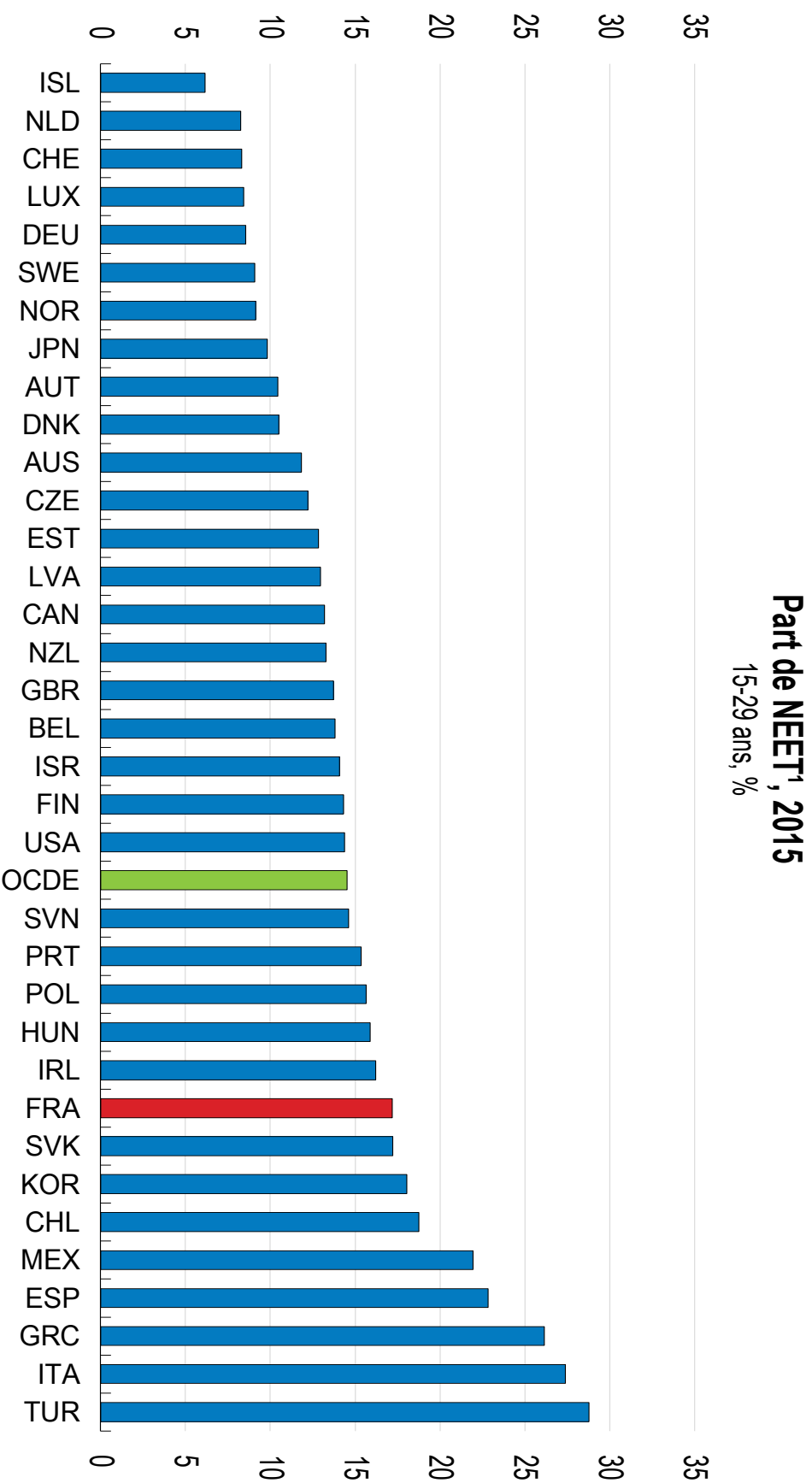
La croissance potentielle a diminué



Source : OCDE (2017), *Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 101.



Trop de personnes sont exclues du marché du travail



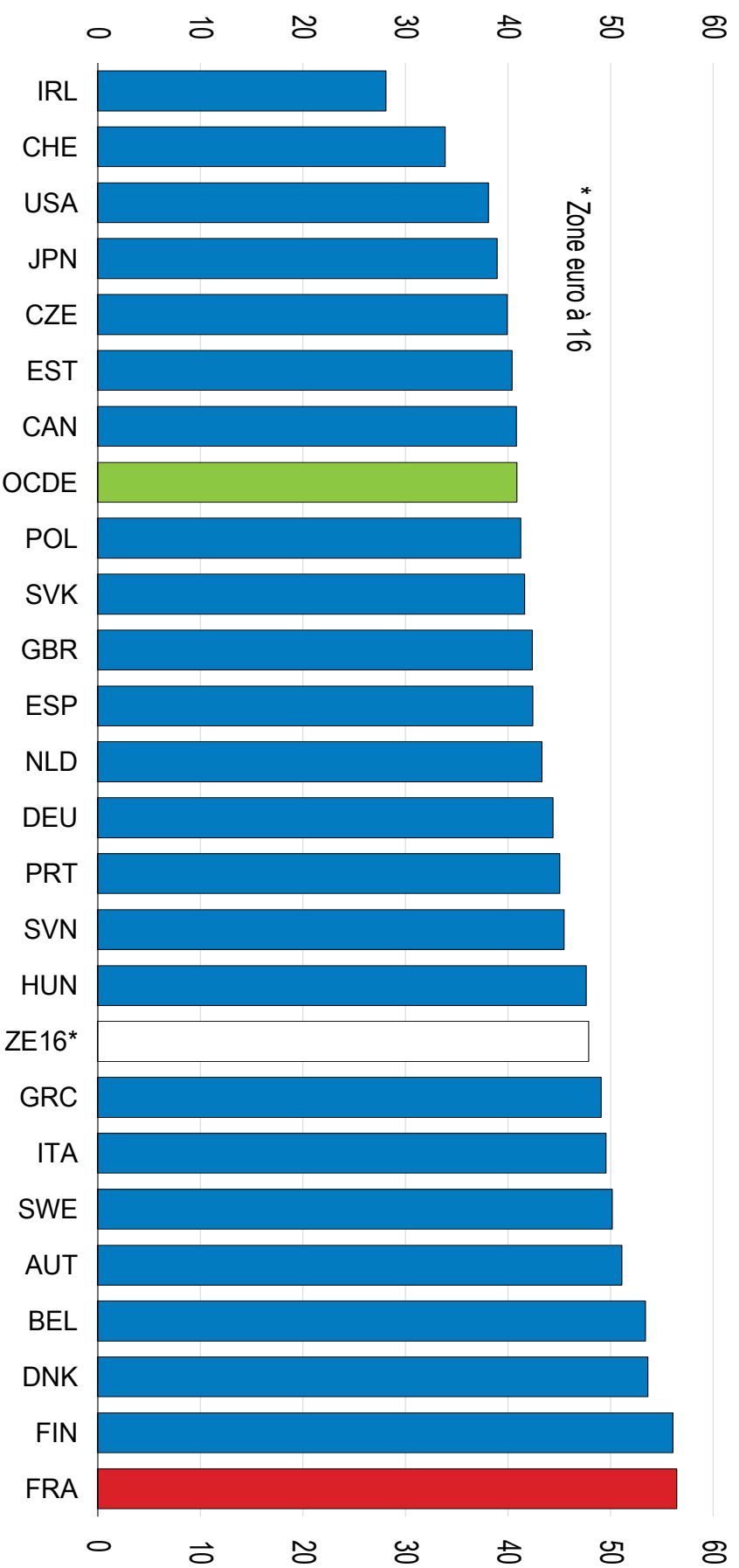
1. Jeunes âgés entre 15 et 29 ans déscolarisés et sans emploi.

Source : OCDE (2016), *Base de données de Regards sur l'éducation 2016*.



Les dépenses publiques sont élevées

(% de PIB, 2016)



Source : OCDE (2017), Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

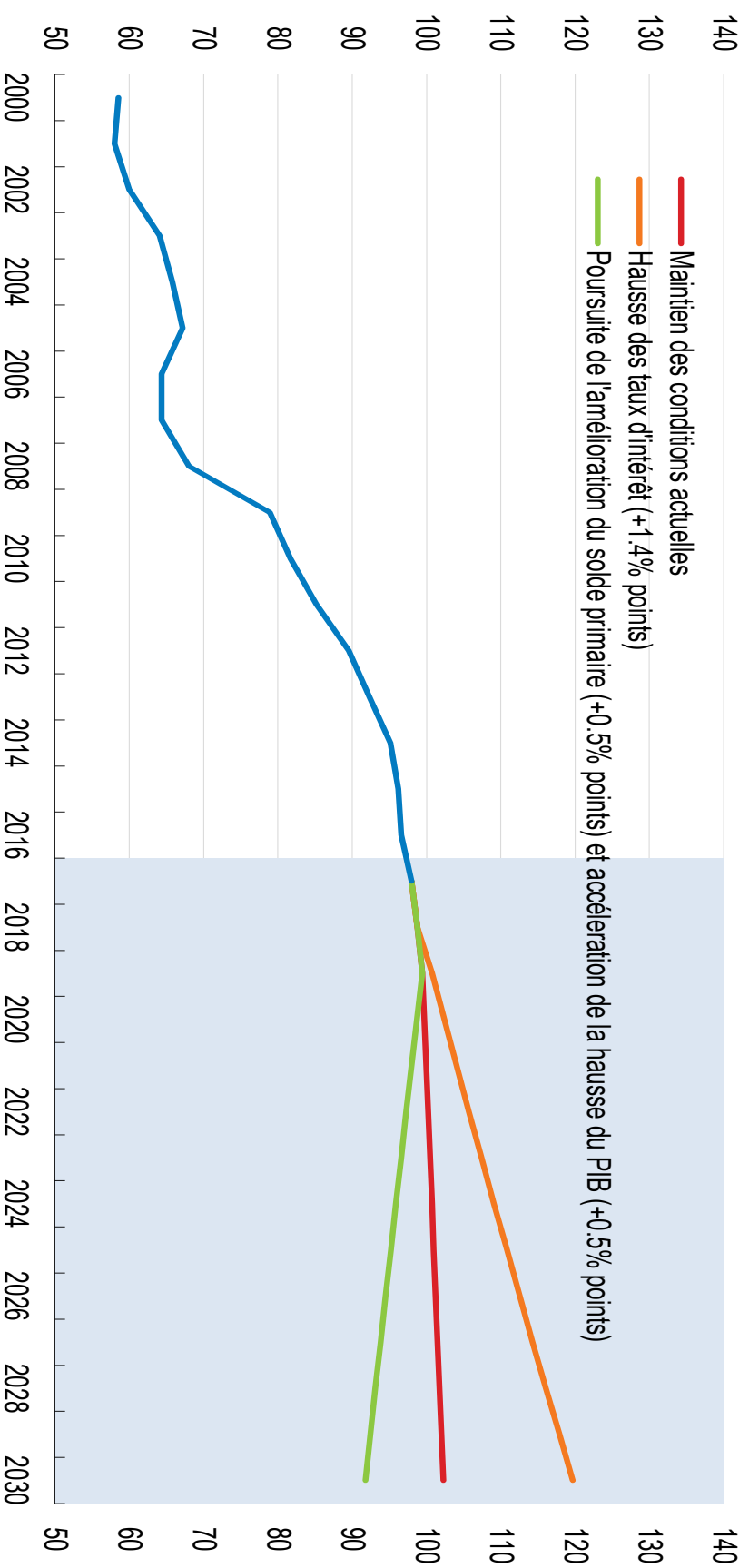


Développer une stratégie de long terme pour réduire la dépense publique et les impôts



A politique inchangée, la dette devrait continuer d'augmenter

Simulations de la dette (% de PIB)



Source : Calculs de l'OCDE effectués à partir de la base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 101.



Les dépenses de retraite et la masse salariale expliquent la plupart de l'écart de dépenses publiques

Composition de la dépense publique par principales catégories

	Année	France	Allemagne	France vs. Allemagne		France vs. Suède		
				Différence ¹	Part dans la différence totale (%) ¹	Suède	Différence ¹	Part dans la différence totale (%) ¹
Ensemble de la dépense publique	2013	57.0	44.6	12.4	100	52.3	4.7	100
	2016	56.4	44.4	12.0	100	50.2	6.2	100
Masse salariale	2013	12.9	7.7	5.2	42	12.8	0.1	2
	2016	12.8	7.5	5.3	43	12.6	0.2	4
Retraite	2013	14.3	10.1	4.2	34	10	4.3	91
Santé	2013	8.6	7.9	0.7	6	6.6	2	43
Éducation ²	2013	4.7	3.7	1.0	8	5.2	-0.5	-11
Allocations familiales	2013	2.9	2.2	0.7	6	3.6	-0.7	-15
Logement	2013	0.8	0.6	0.2	2	0.5	0.3	6
Chômage	2013	1.6	1.0	0.6	5	0.5	1.1	23
Politiques actives du marché de l'emploi	2013	0.9	0.7	0.2	2	1.4	-0.5	-11

1. Les chiffres peuvent ne pas correspondre aux totaux du fait que les chiffres sont arrondis, du chevauchement entre catégories de dépenses et de l'absence de certaines dépenses.

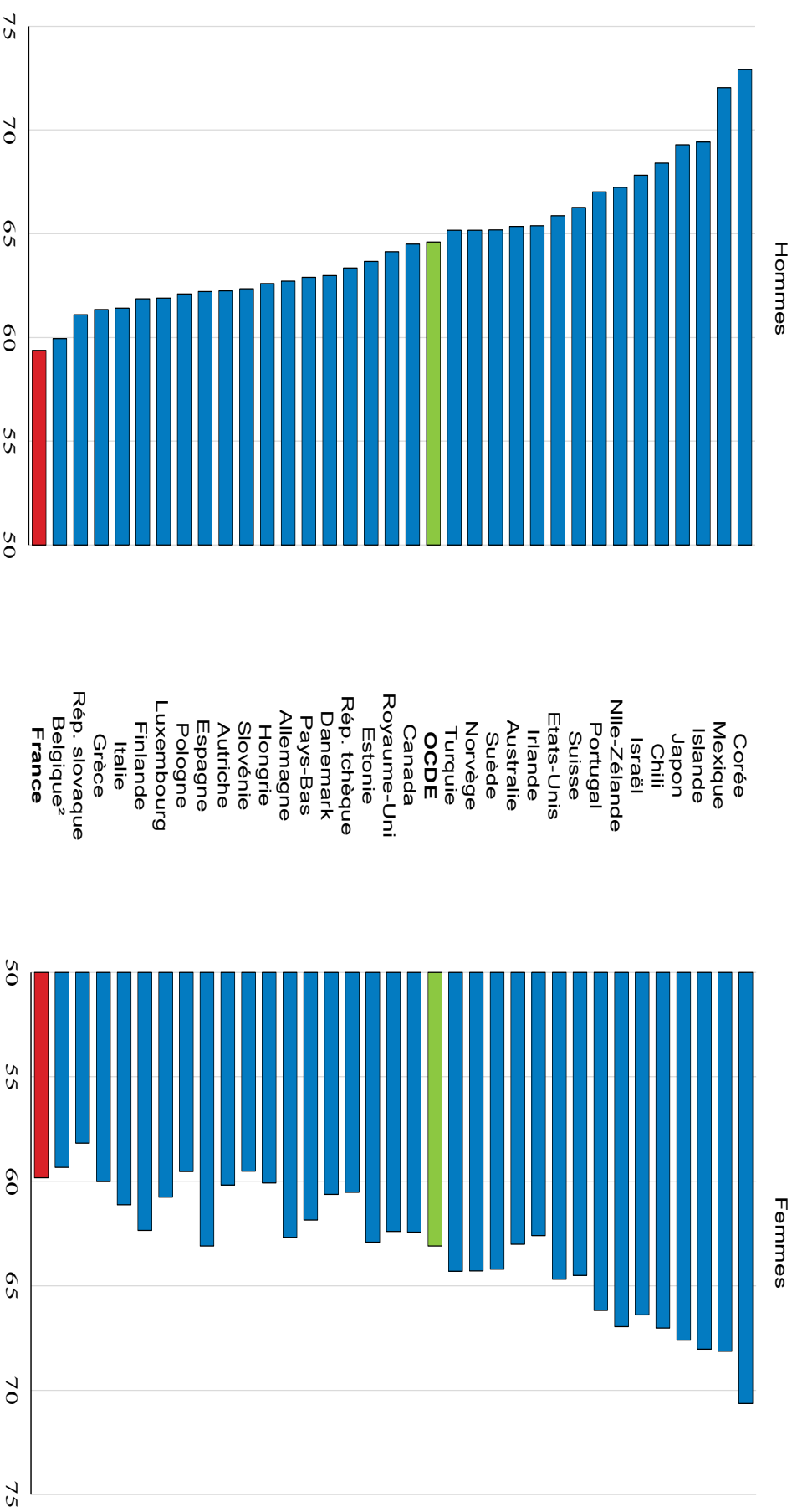
2. Hors éducation pré-primaire.

Source : OCDE (2017), *Bases de données des Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 101, des *Dépenses sociales de l'OCDE* (SOCX) et des *Regards sur l'éducation 2016*.



L'âge effectif de sortie du marché du travail reste bas

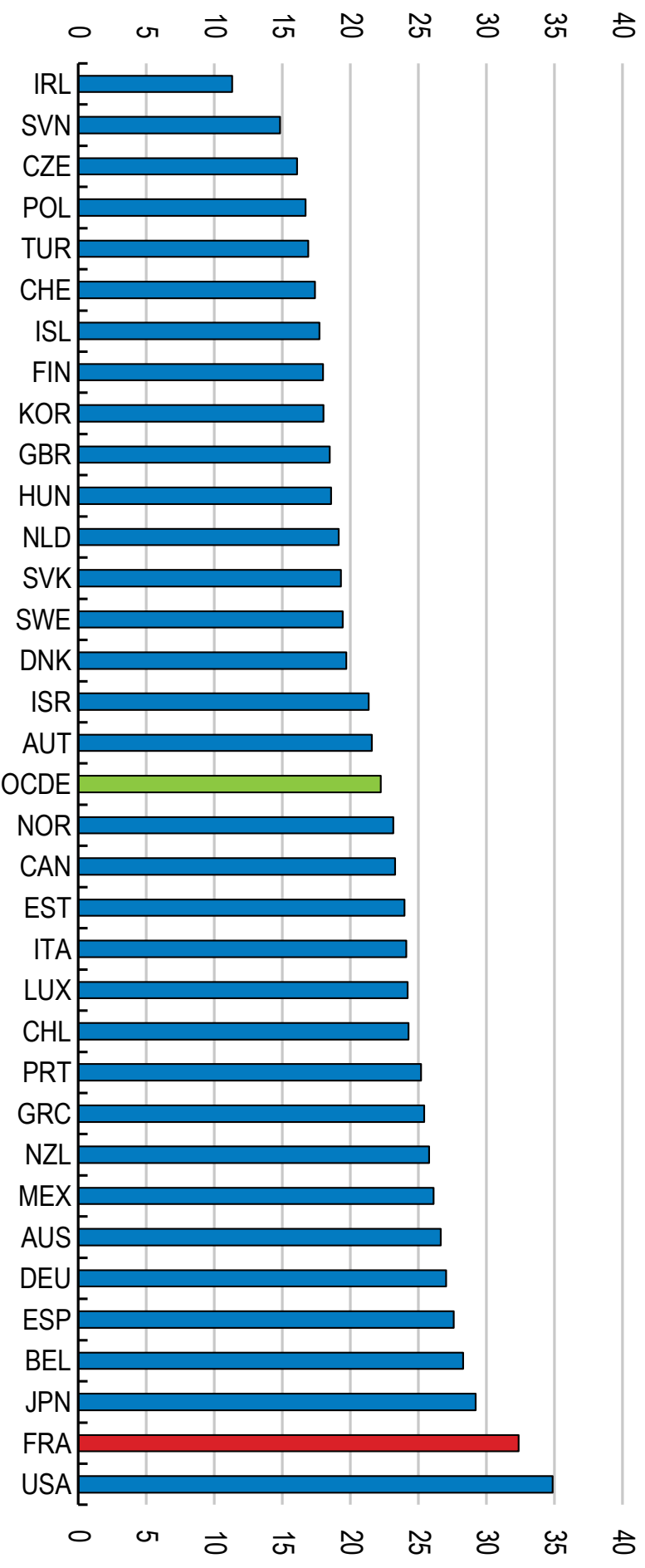
Âge effectif moyen de sortie du marché du travail en 2014¹





Les taux d'imposition des sociétés sont élevés

Taux effectif moyen d'imposition des entreprises
En pourcentage, 2016



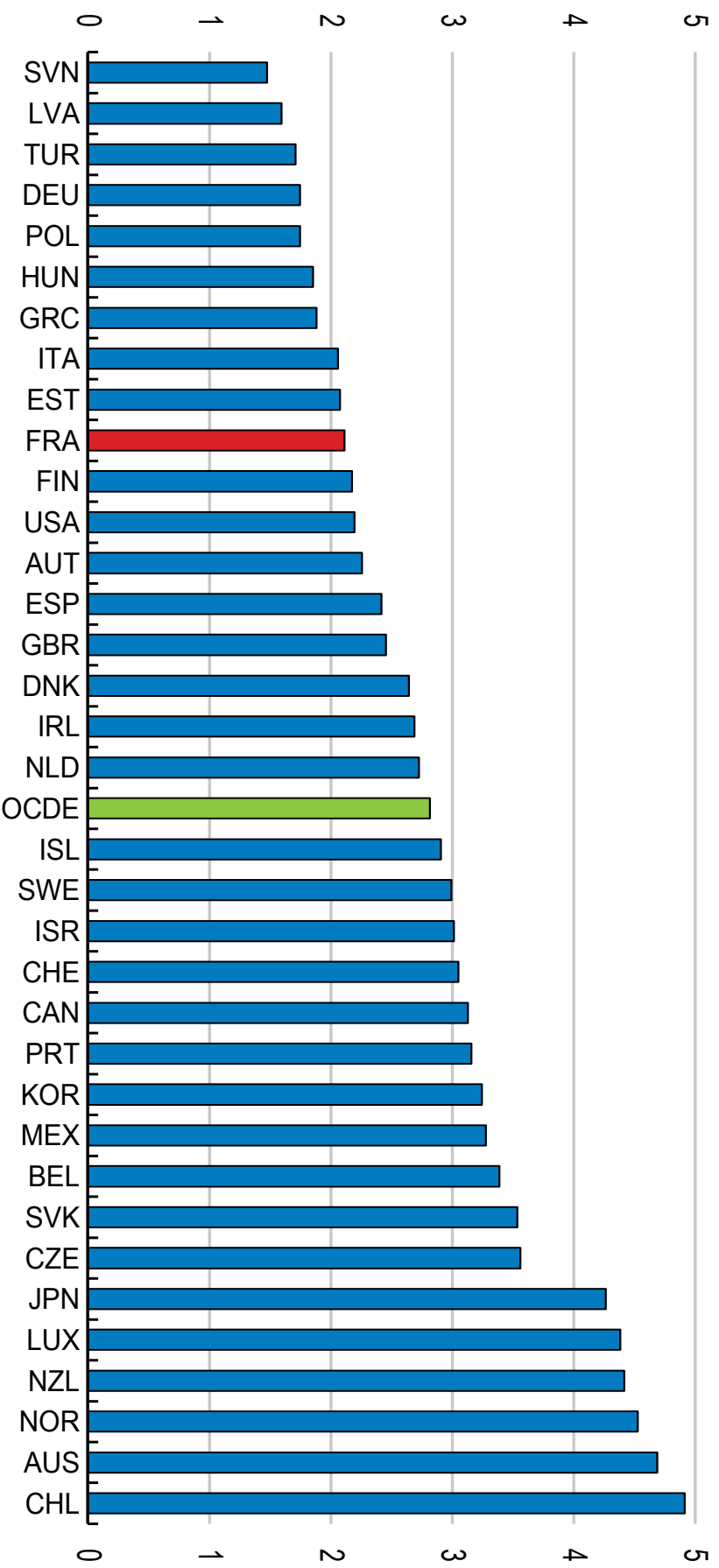
Source : Oxford Centre for Business Taxation (2017), Base de données du CBT.



Mais l'IS ne génère que de faibles recettes

Recettes de l'impôt sur les bénéfices des sociétés

En pourcentage du PIB, 2015

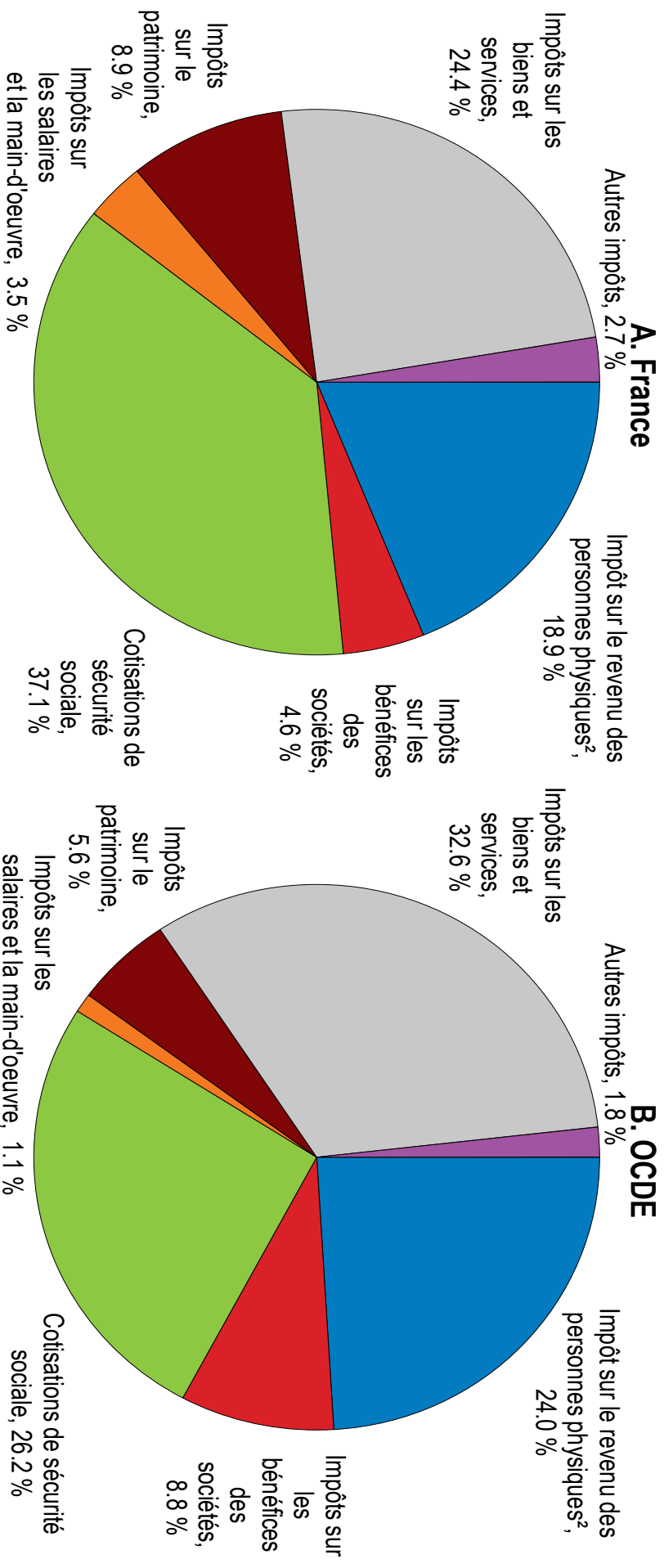


Source : OCDE (2017), Base de données des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE.



L'impôt sur le revenu a un poids relativement faible dans les recettes fiscales

2015¹



1. 2014 pour l'OCDE.

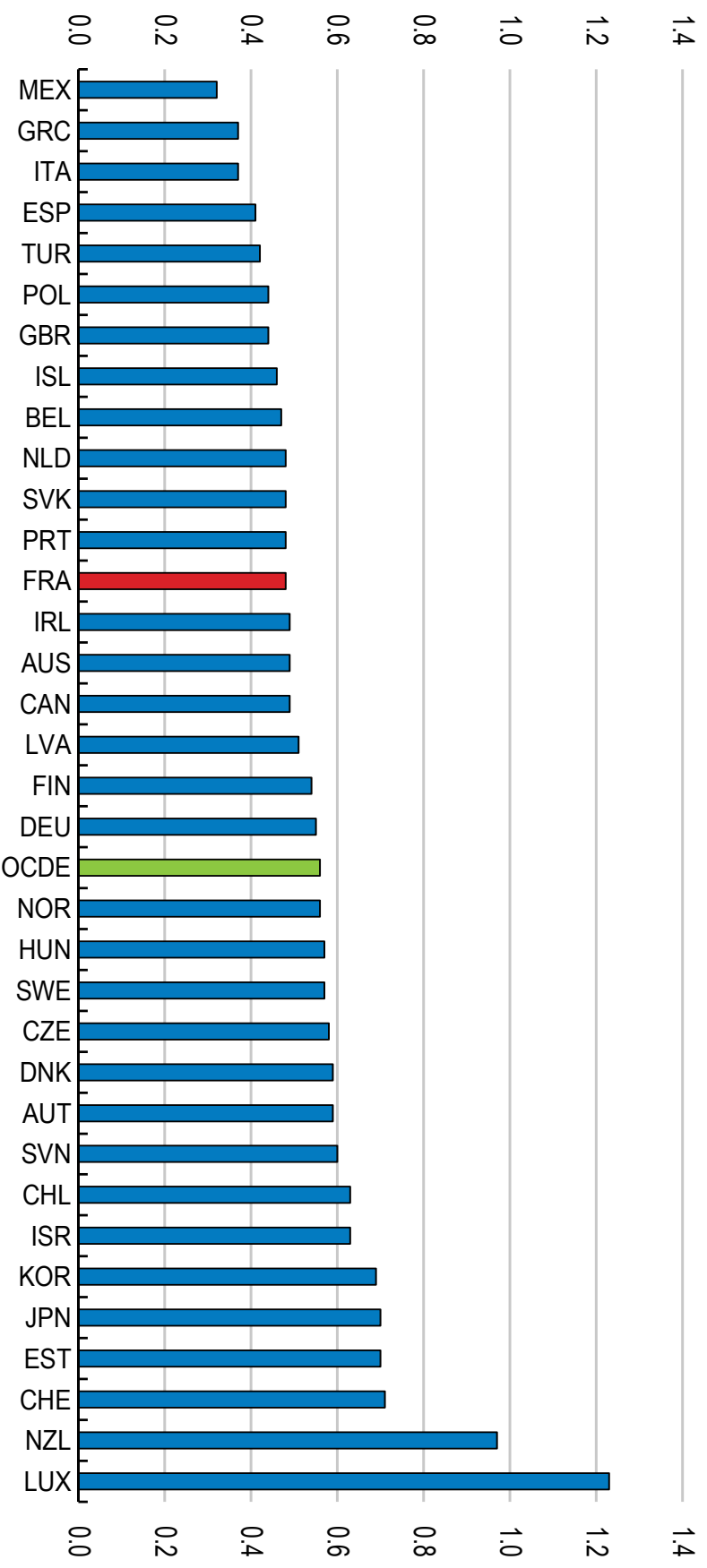
2. Y compris la contribution sociale généralisée.

Source : OCDE (2017), *Base de données des Statistiques des recettes publiques*.



Les exemptions et taux réduits de TVA engendrent un manque à gagner important

Ratio des revenus de TVA¹ (%), 2014



¹ Ratio entre les recettes réelles de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçues et les recettes qui seraient théoriquement perçues si la TVA était appliquée au taux normal à toute consommation finale. Implicitement, le ratio mesure la part des recettes fiscales potentielles de la TVA qui est perdue en raison de l'existence de traitements fiscaux préférentiels.

Source : OCDE (2017), *Tendances des impôts sur la consommation 2016, TVA/TPS et droits d'accise : taux, tendances et questions stratégiques*, Éditions OCDE, Paris.



Principales recommandations pour réduire la dépense publique et les impôts

- ✓ Tenir les objectifs ambitieux de baisse des dépenses publiques et des impôts
- ✓ Aller vers un système de retraite universel pour améliorer la mobilité de la main d'œuvre et baisser les coûts de gestion
- ✓ Par la suite, relever progressivement l'âge minimum de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie
- ✓ Réduire les taux de cotisations sociales et d'impôt sur les sociétés, comme prévu
- ✓ Utiliser la baisse des cotisations salariales pour renforcer le poids de l'impôt sur le revenu, par exemple en abaissant la première tranche du seuil d'imposition
- ✓ Éliminer les exonérations d'impôts sur les revenus du capital tout en diminuant leur taux d'imposition
- ✓ Éliminer les taux réduits de TVA et augmenter les taxes environnementales

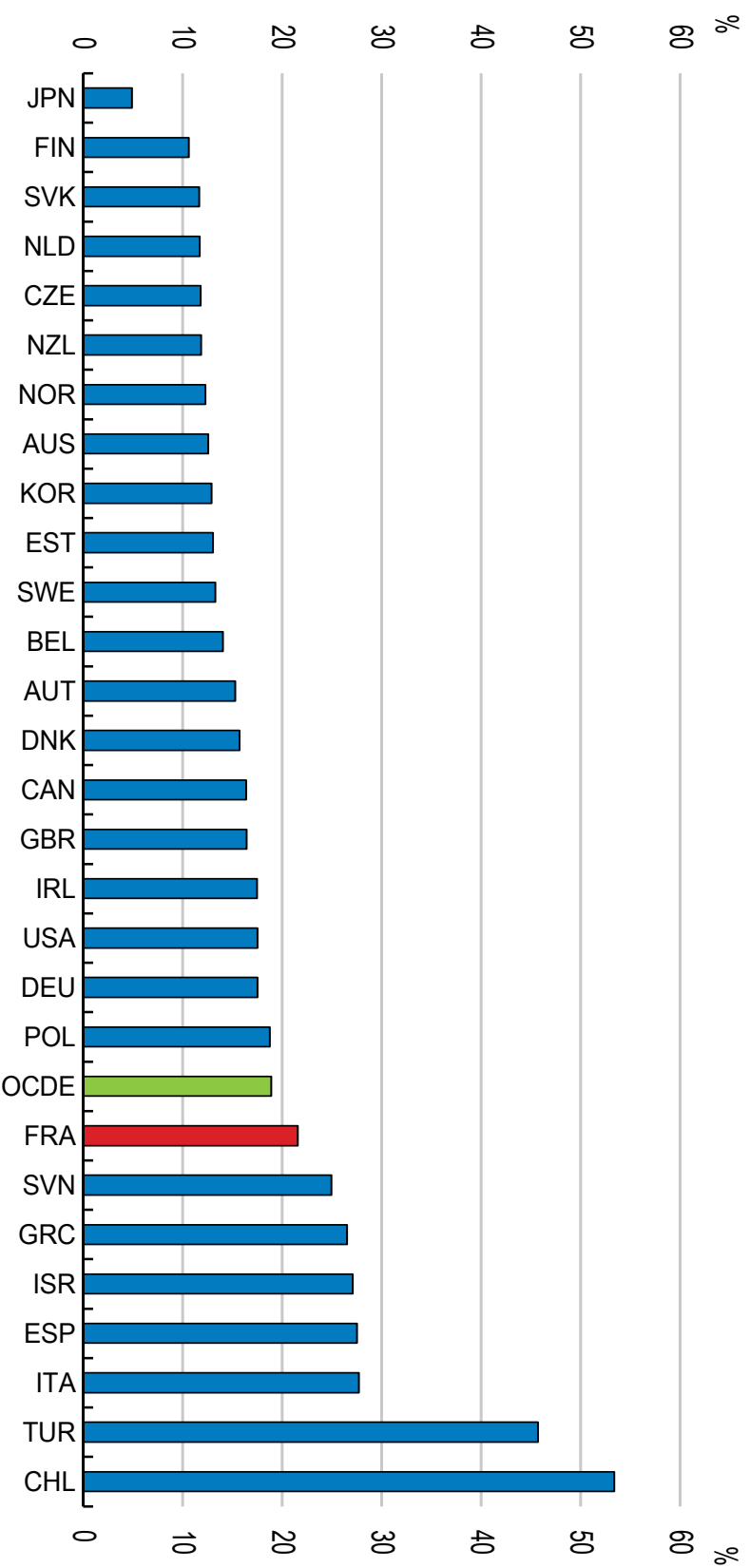


Favoriser un développement inclusif des compétences et de l'emploi



Les adultes à faibles compétences de base sont trop nombreux

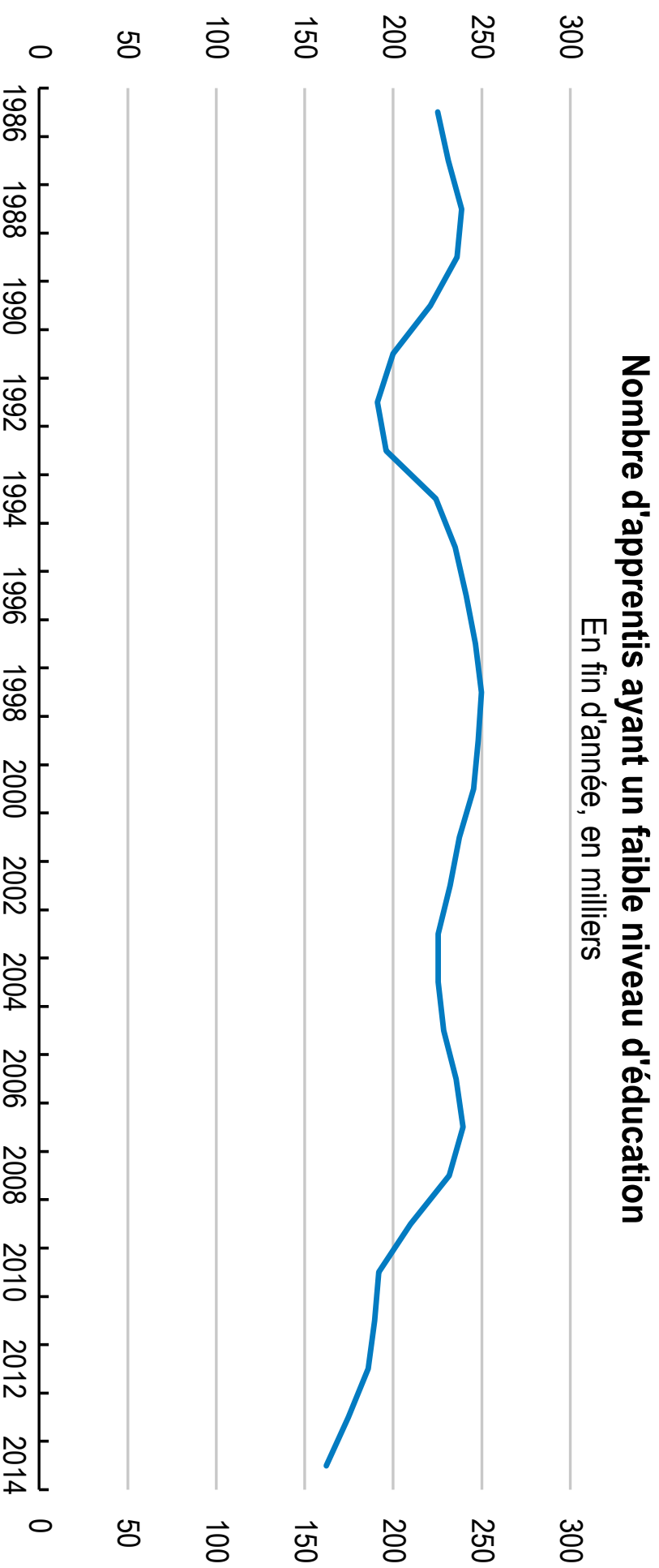
Adultes de 16-65 ans avec un score de PIAAC à l'écrit de 2 ou inférieur



Source : OCDE (2016), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris.



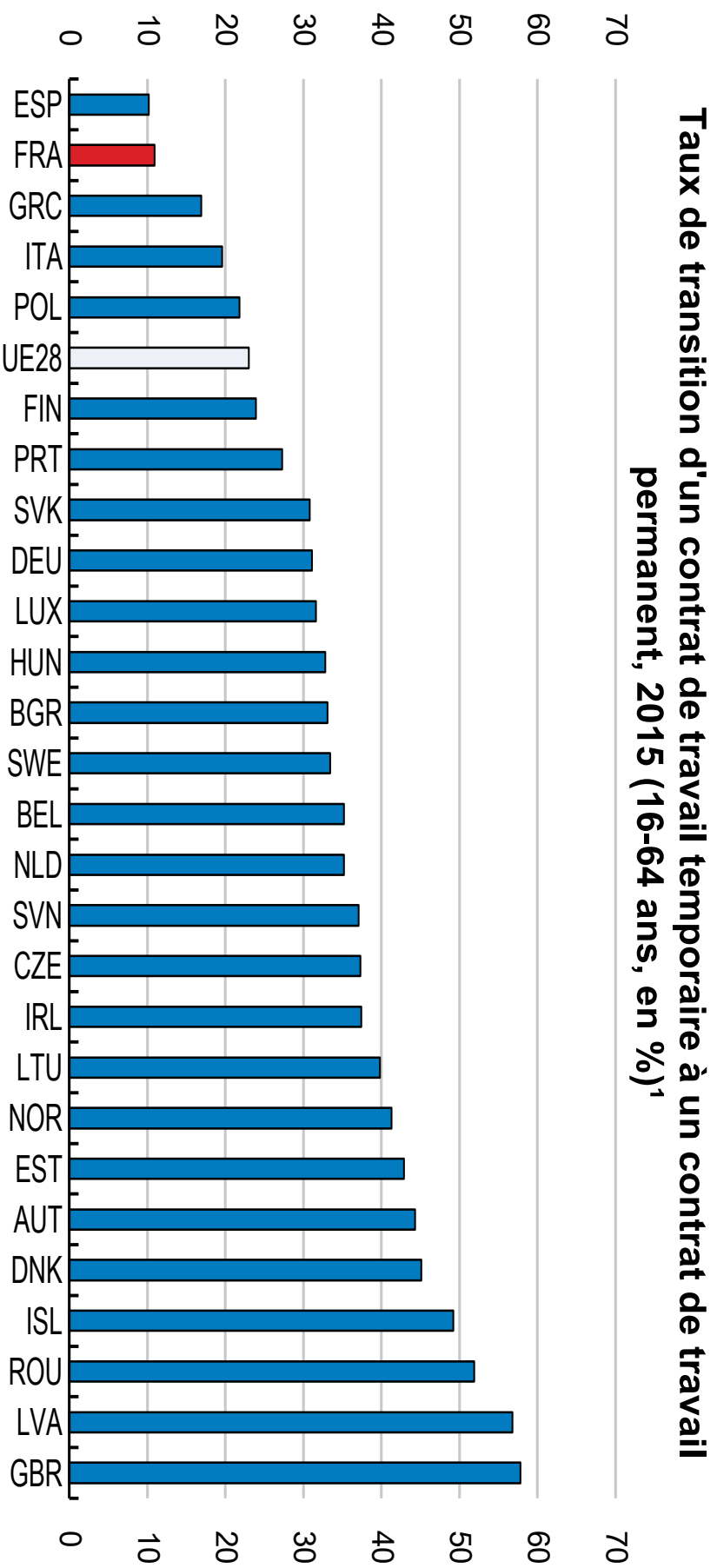
Renforcer l'apprentissage et les services publics de l'emploi



Source : Ministère de l'Éducation nationale, DEPP.



Il est difficile d'accéder à un contrat de travail permanent

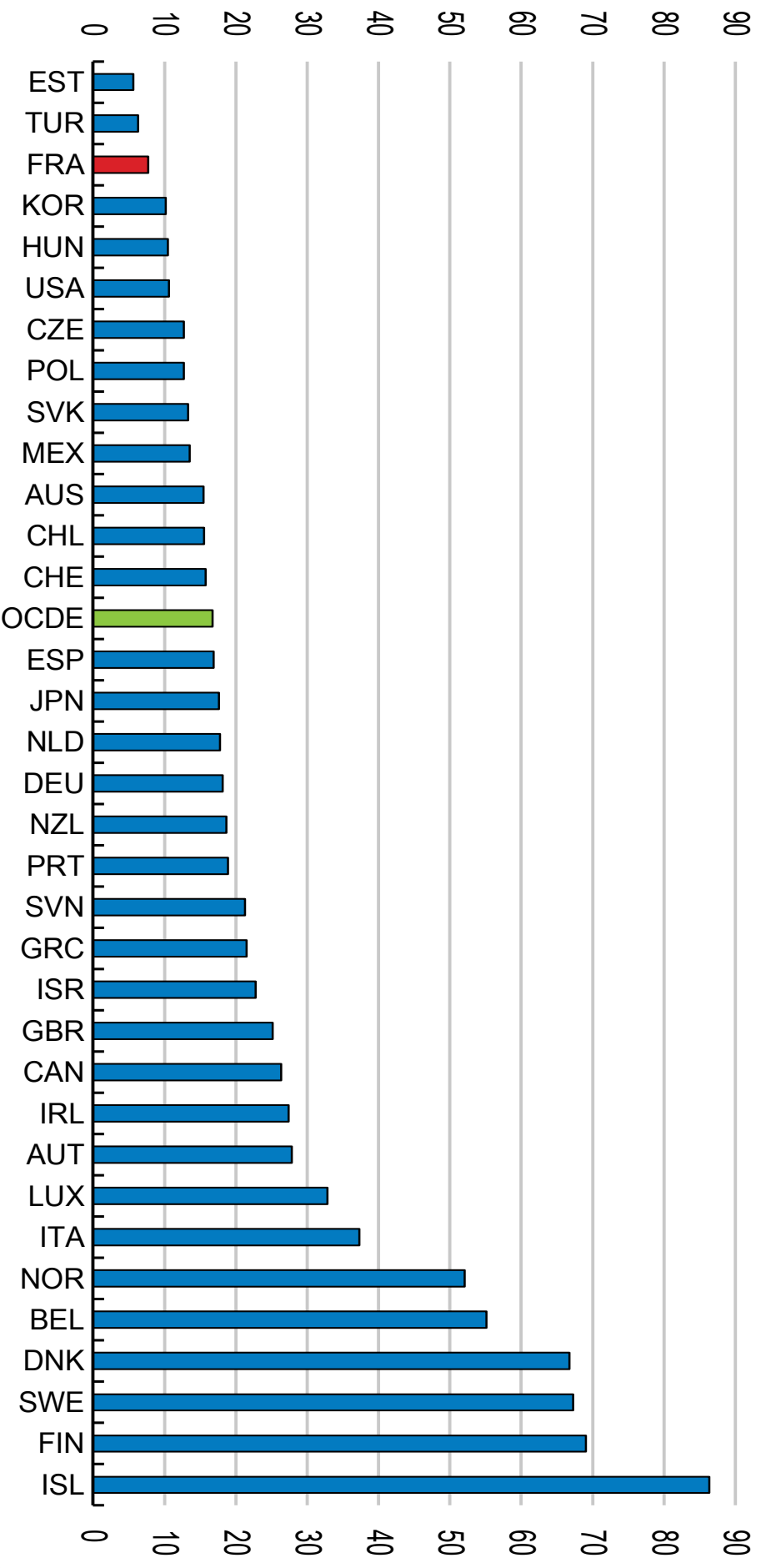


1. Salariés en contrat à durée déterminée au cours de l'année t-1, mais qui déclarent avoir été embauchés à titre permanent en t.
Source : Eurostat.



Le taux de syndicalisation est faible

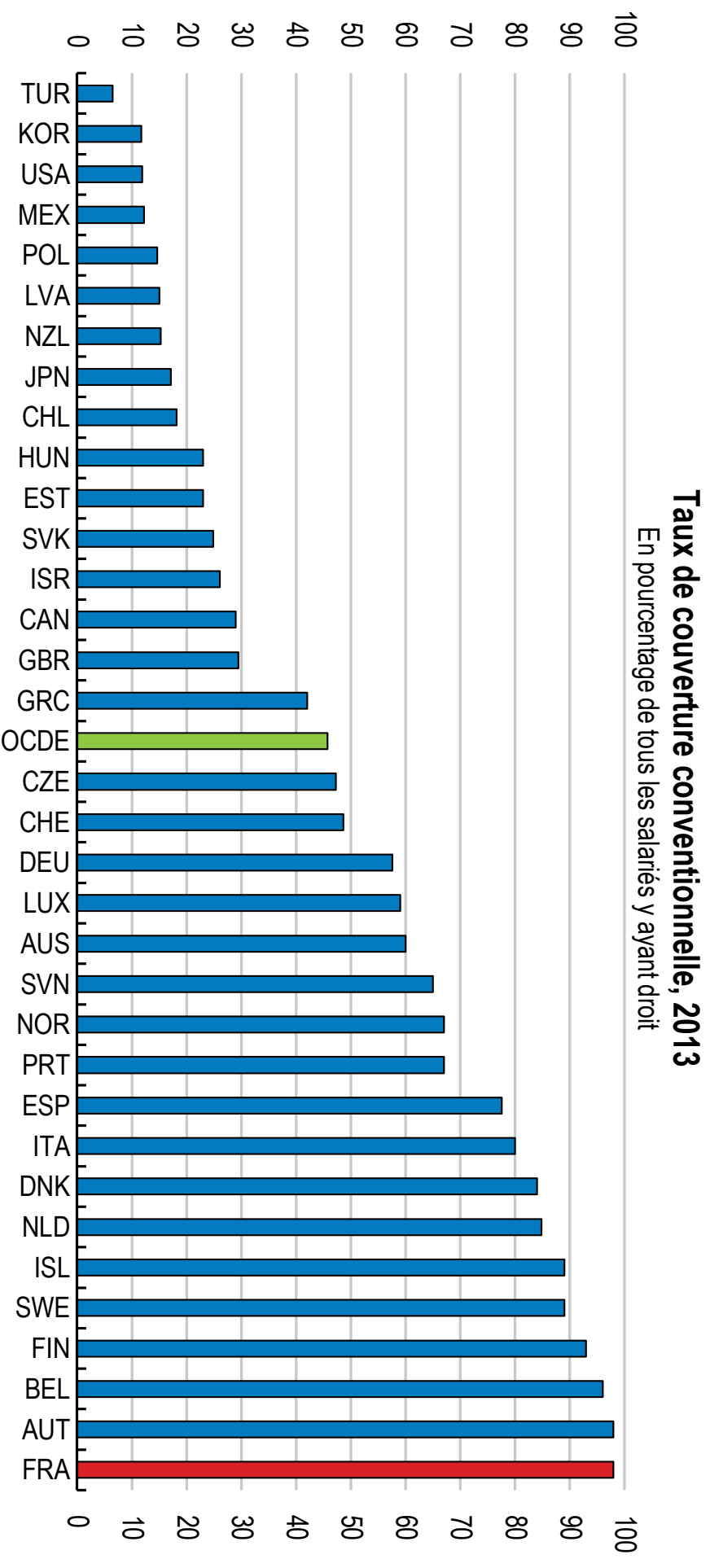
Taux de syndicalisation, 2014
Proportion de salariés syndiqués, en %



Source : OCDE (2017), Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active.



Mais le taux de couverture conventionnelle est très élevé



Source : Amsterdam Institute for Advanced Labour Studies (2017), *Base de données ICTWSS*.



Principales recommandations pour un développement inclusif des compétences et de l'emploi

- ✓ Simplifier le compte personnel de formation (CPF) et réduire le nombre de dispositifs proches
- ✓ Améliorer l'accès à l'orientation et l'information sur les prestataires en renforçant le système de label de qualité
- ✓ Développer l'apprentissage dans les lycées professionnels
- ✓ Évaluer et perfectionner en continu les politiques actives du marché du travail
- ✓ Instituer des juges professionnels pour assister les juges prud'homaux non-professionnels et réduire les délais de décision
- ✓ Fusionner les branches sans aucune activité et/ou n'ayant pas la taille critique pour une vie conventionnelle
- ✓ Prendre en compte, lors de la procédure d'extension, les effets économiques et sociaux des accords de branche et permettre des dérogations
- ✓ Favoriser les accords de branche différenciés, par exemple selon la taille de l'entreprise
- ✓ Réduire le nombre d'institutions qui représentent les salariés
- ✓ Mieux protéger les travailleurs qui négocient

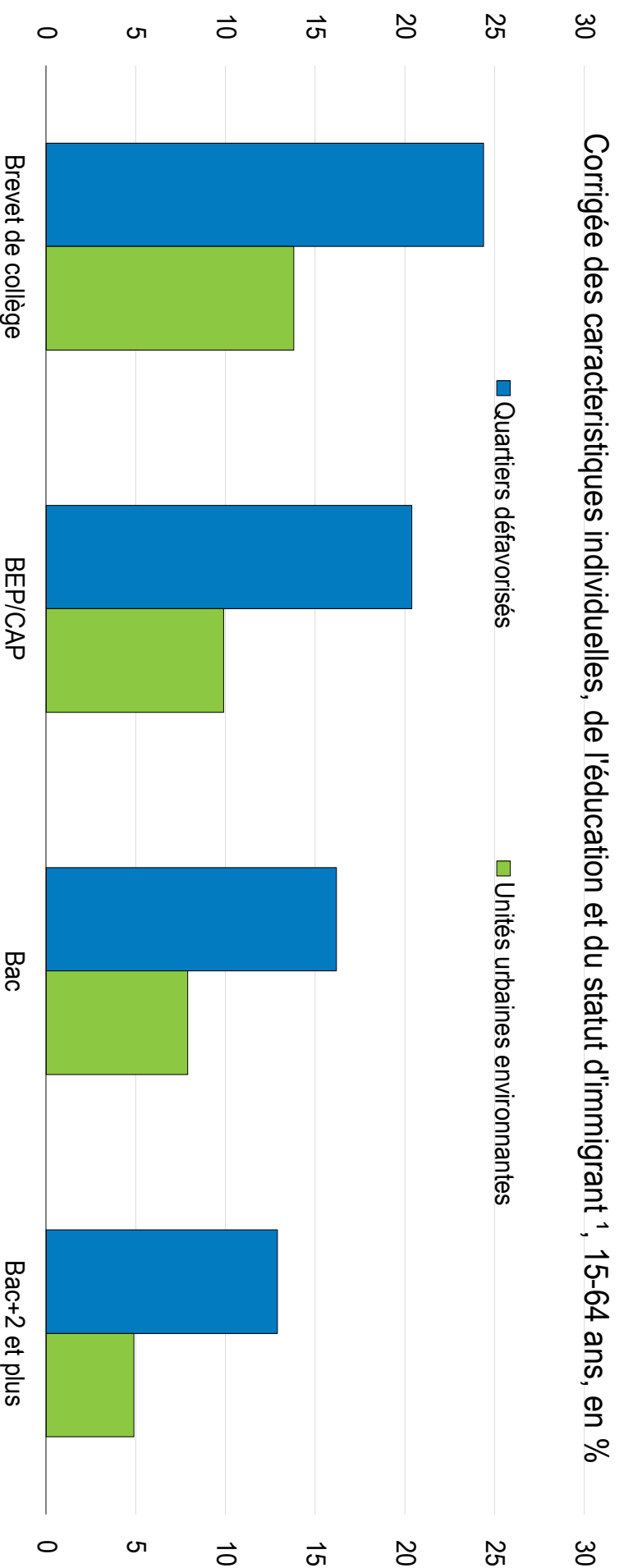


Améliorer les conditions de vie dans les quartiers défavorisés



Les habitants des quartiers pauvres ont de nombreux handicaps sociaux

Écart de pourcentage dans la probabilité de chômage selon le lieu de résidence et le niveau d'études



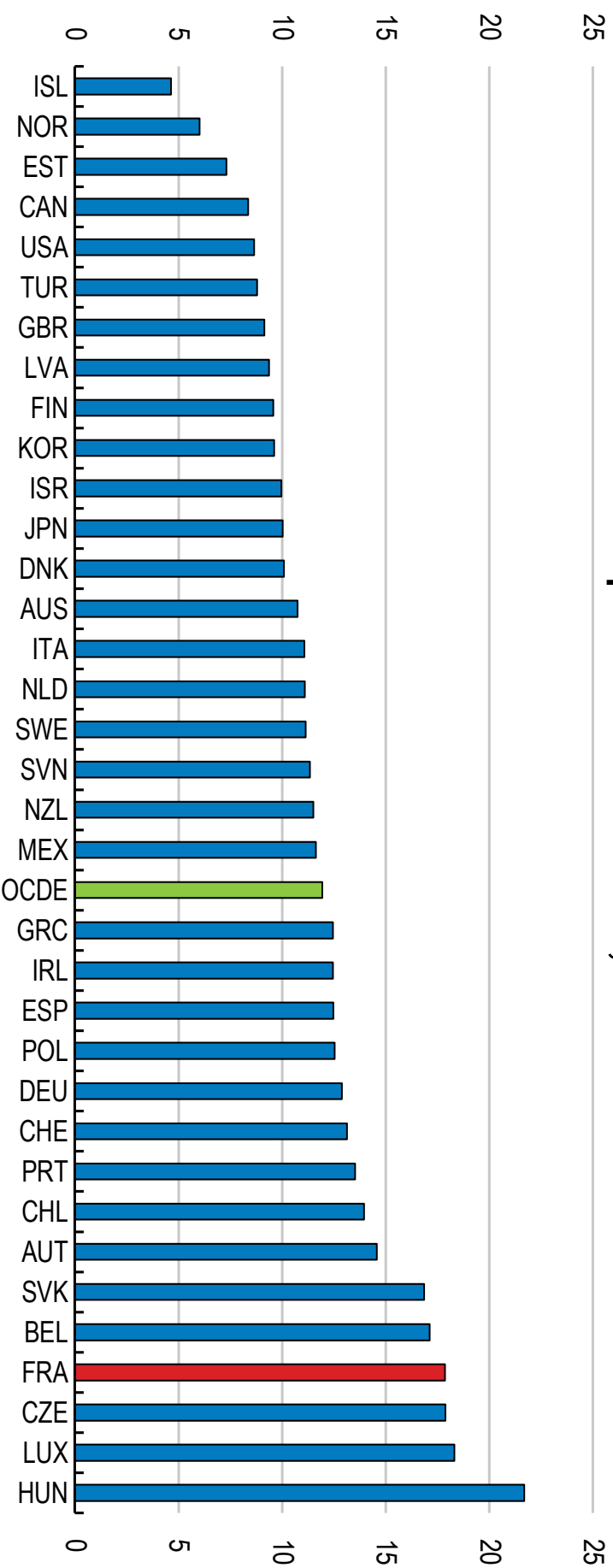
1. Écart de pourcentage dans la probabilité de chômage entre les résidents des quartiers défavorisés et ceux des unités urbaines environnantes; les femmes autochtones, âgées de 30 à 49 ans, ayant un baccalauréat sont identifiées comme groupe de référence.

Source : ONPV (2016), *Rapport annuel 2015*.



Réduire les inégalités scolaires

Influence de la situation socioéconomique sur les compétences des élèves en compréhension de l'écrit¹, en %



1. Pourcentage de la variance du score en compréhension de l'écrit au PISA des enfants de 15 ans expliquée par l'environnement familial (niveaux d'études et de revenus des parents, catégorie socio-professionnelle, biens culturels, livres et ressources éducatives disponibles à la maison).

Source : OCDE (2016), *Résultats du PISA 2015 (Volume I) - L'excellence et l'équité dans l'éducation*, Éditions OCDE, Paris.



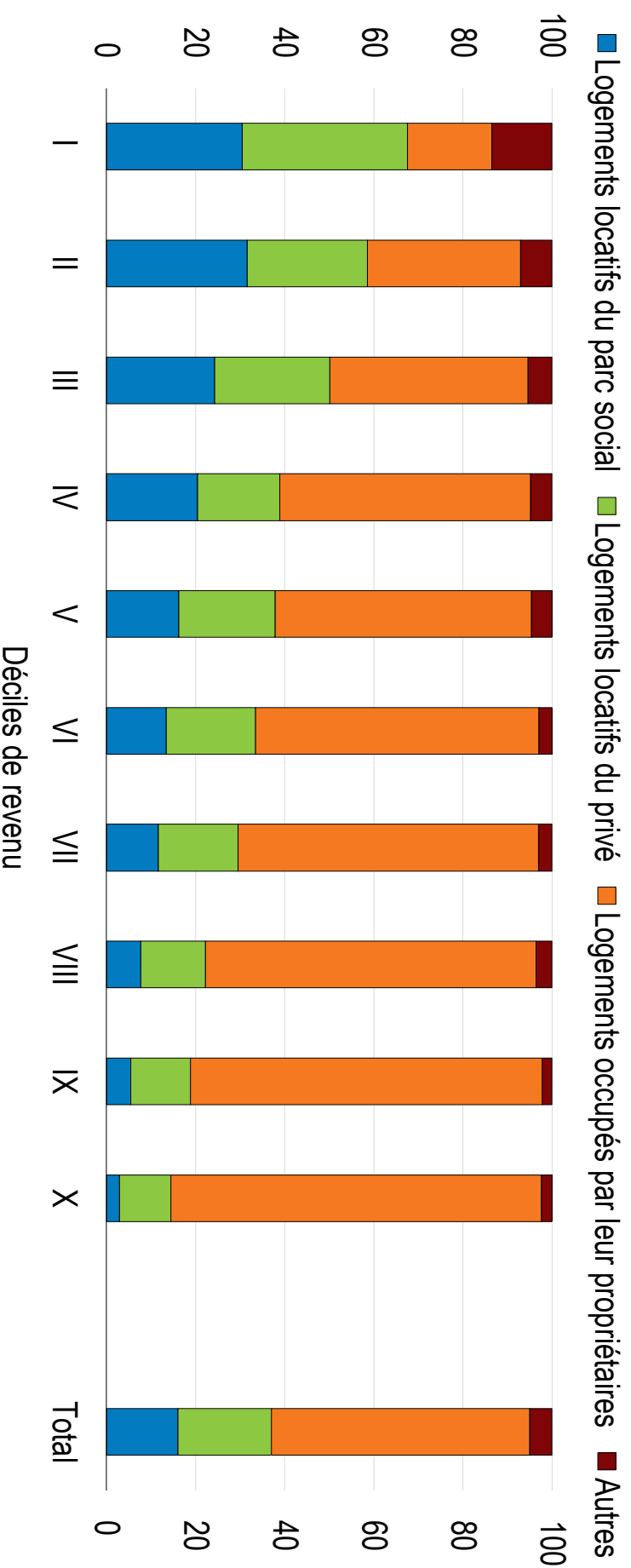
Focaliser davantage la rénovation urbaine sur le bien-être des habitants





Améliorer l'accès des publics à faibles revenus à des logements de meilleure qualité

Statut d'occupation du logement selon le décile de revenu¹ France métropolitaine, résidence principale, 2013



1. Le premier décile de revenu englobe les ménages dont le revenu annuel moyen est inférieur à 8 000 euros, tandis que le 10e décile correspond aux ménages dont le revenu annuel moyen est supérieur à 39 000 euros.

Source : INSEE, *Enquête logement 2013*.



Principales recommandations pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers défavorisés

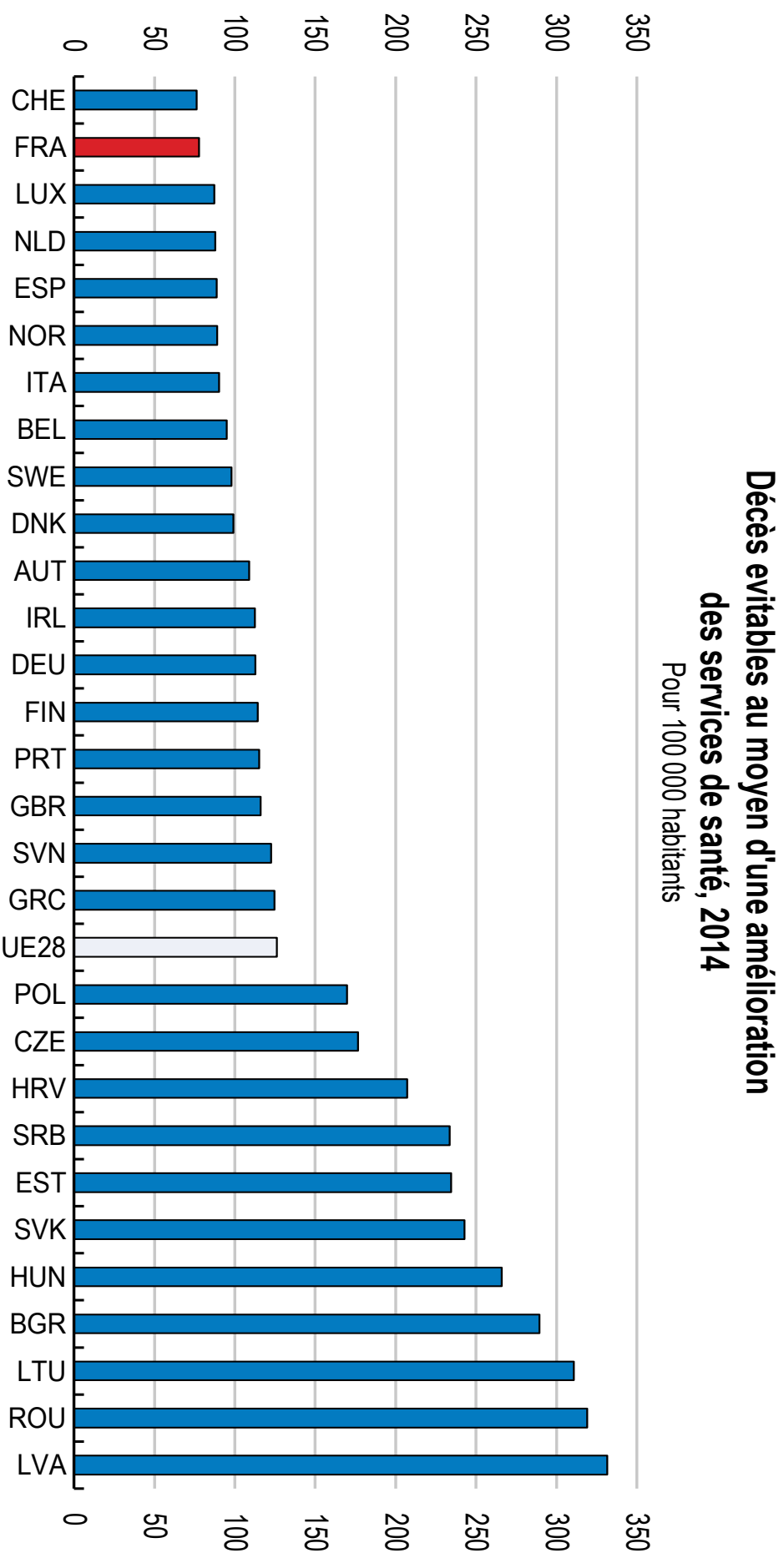
- ✓ Continuer les campagnes de sensibilisation des recruteurs
- ✓ Mieux cibler les dépenses publiques vers les transports en commun, la garde d'enfants et l'accueil personnel dans les services publics dans les quartiers pauvres
- ✓ Offrir des carrières et des salaires intéressants pour les professeurs excellents qui travaillent dans l'éducation prioritaire
- ✓ Dans la formation des enseignants, favoriser des pratiques pédagogiques diversifiées et innovantes pour répondre aux besoins différenciés des élèves
- ✓ Mettre à profit la rénovation urbaine des quartiers pauvres pour offrir des stages professionnels et des formations aux compétences de base
- ✓ Réduire les droits de mutation et augmenter la taxe foncière
- ✓ Augmenter les suppléments de loyer et inciter les résidents des logements sociaux à déménager quand leur revenu dépasse le plafond d'éligibilité



Améliorer l'efficience du système de soins de santé



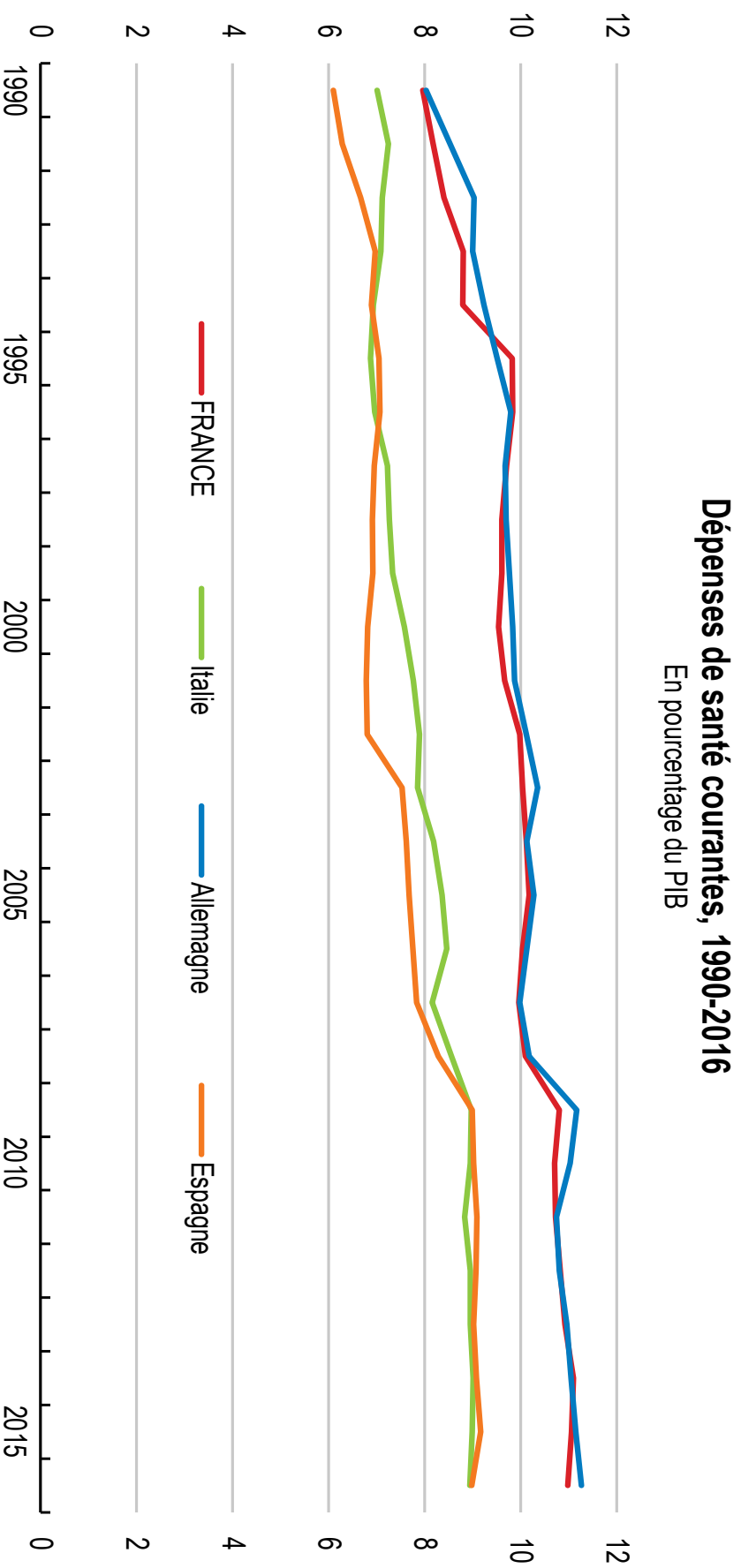
La qualité des soins de santé est élevée



Source : Eurostat (2016), *Amenable and Preventable Deaths Statistics*.



Mais les dépenses pèsent lourdement et risquent d'augmenter

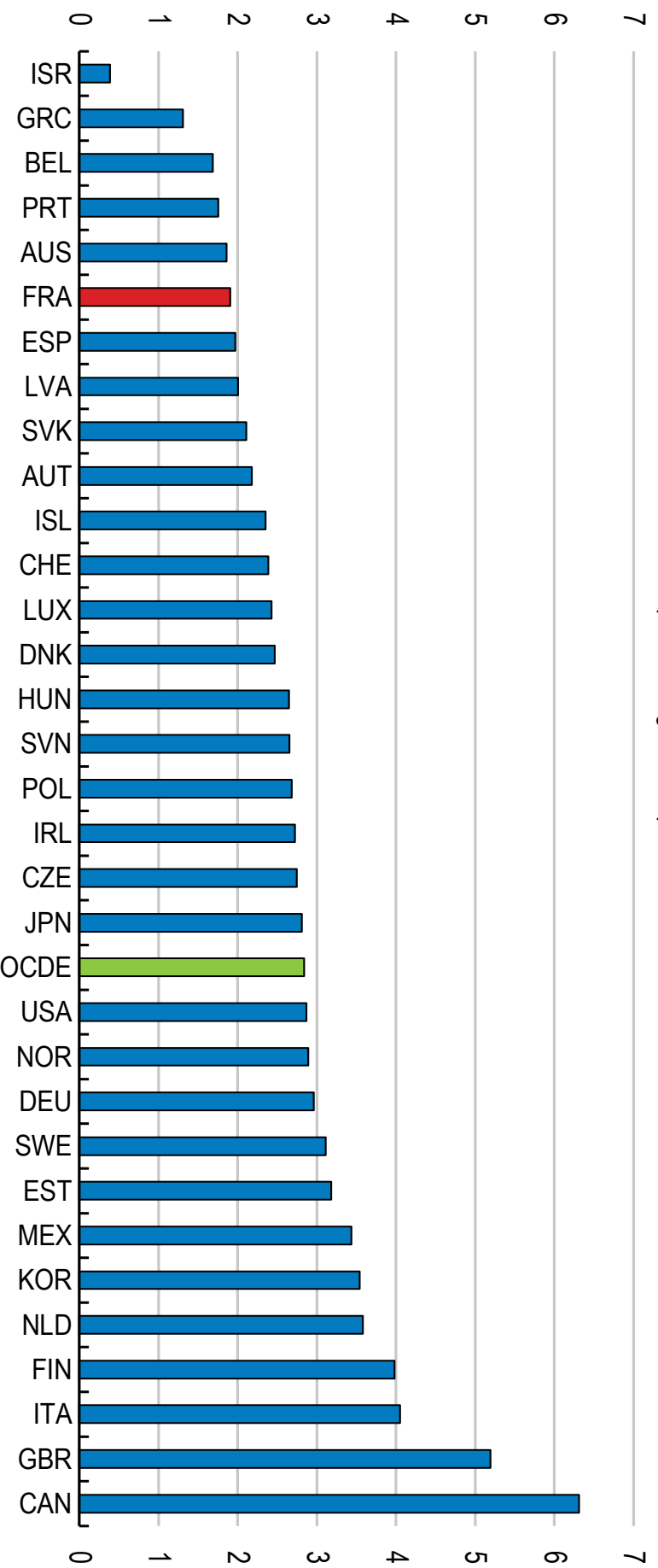


Source : OCDE (2017), *Base de données des Statistiques de l'OCDE sur la santé*.



La prévention est perfectible

Dépenses de prévention, 2015
En pourcentage des dépenses de santé¹

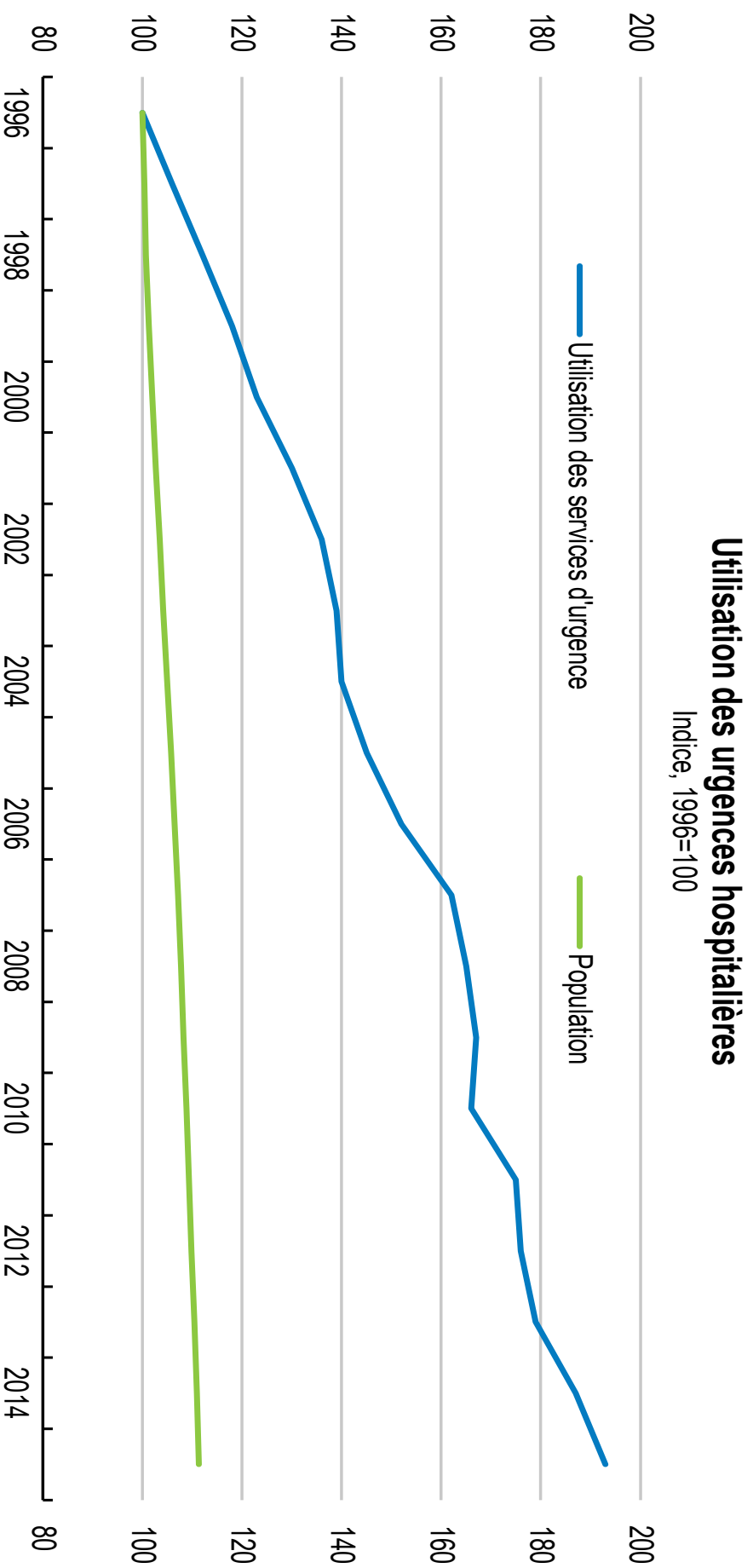


1. Le champ retenu des dépenses institutionnelles diffère cependant de l'ensemble des dépenses de prévention en France, notamment lors des consultations ordinaires, qui représente selon la Drees 9.3 milliards d'euros en 2014, soit 3.9 % des dépenses de santé contre 2.0 % en 2014 selon les données de l'OCDE.

Source : OCDE (2017), *Base de données des Statistiques de l'OCDE sur la santé*.



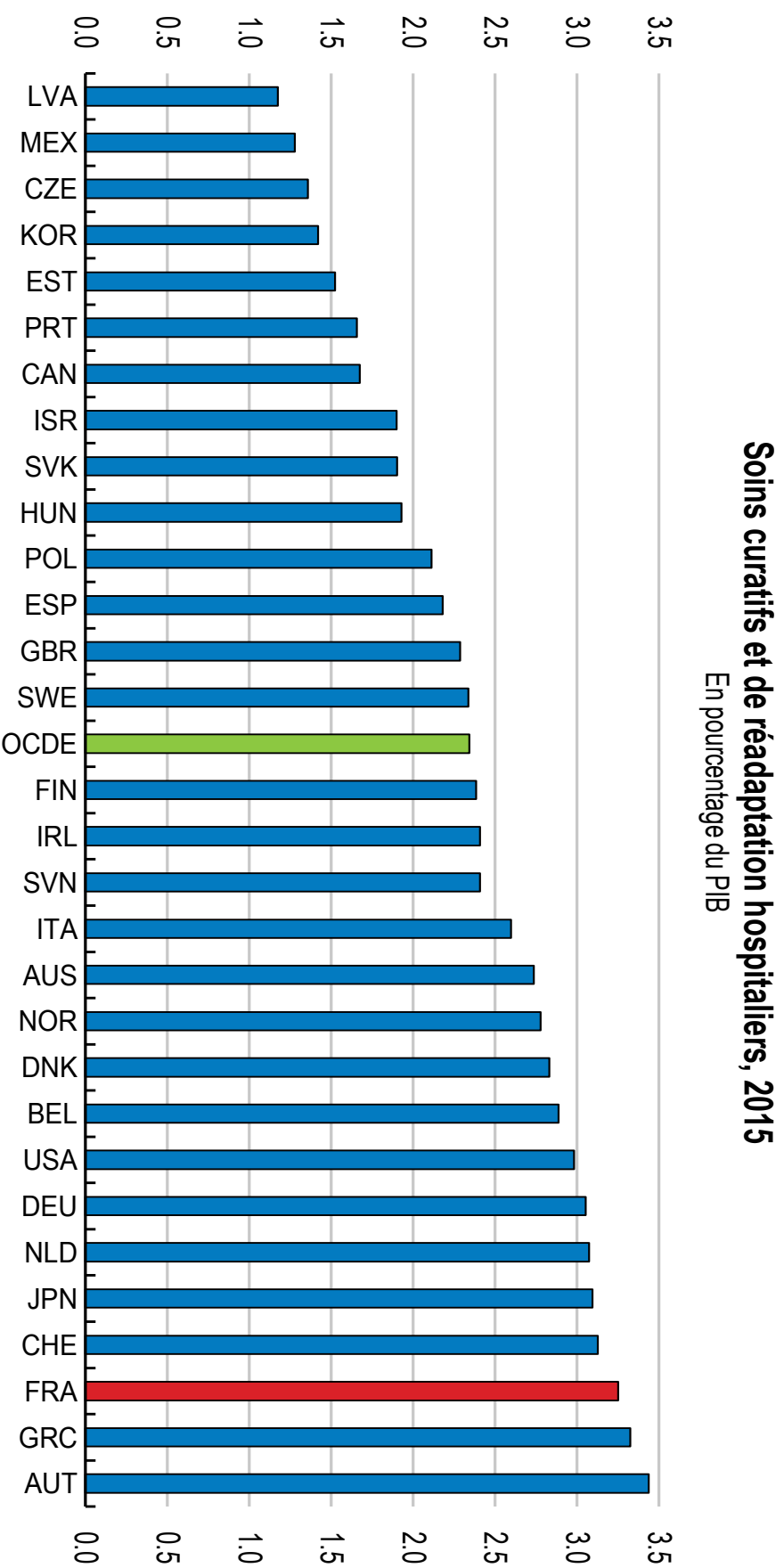
La coordination entre les acteurs de santé n'est pas adéquate



Source : Drees (2017), *Les établissements de santé – édition 2017*.



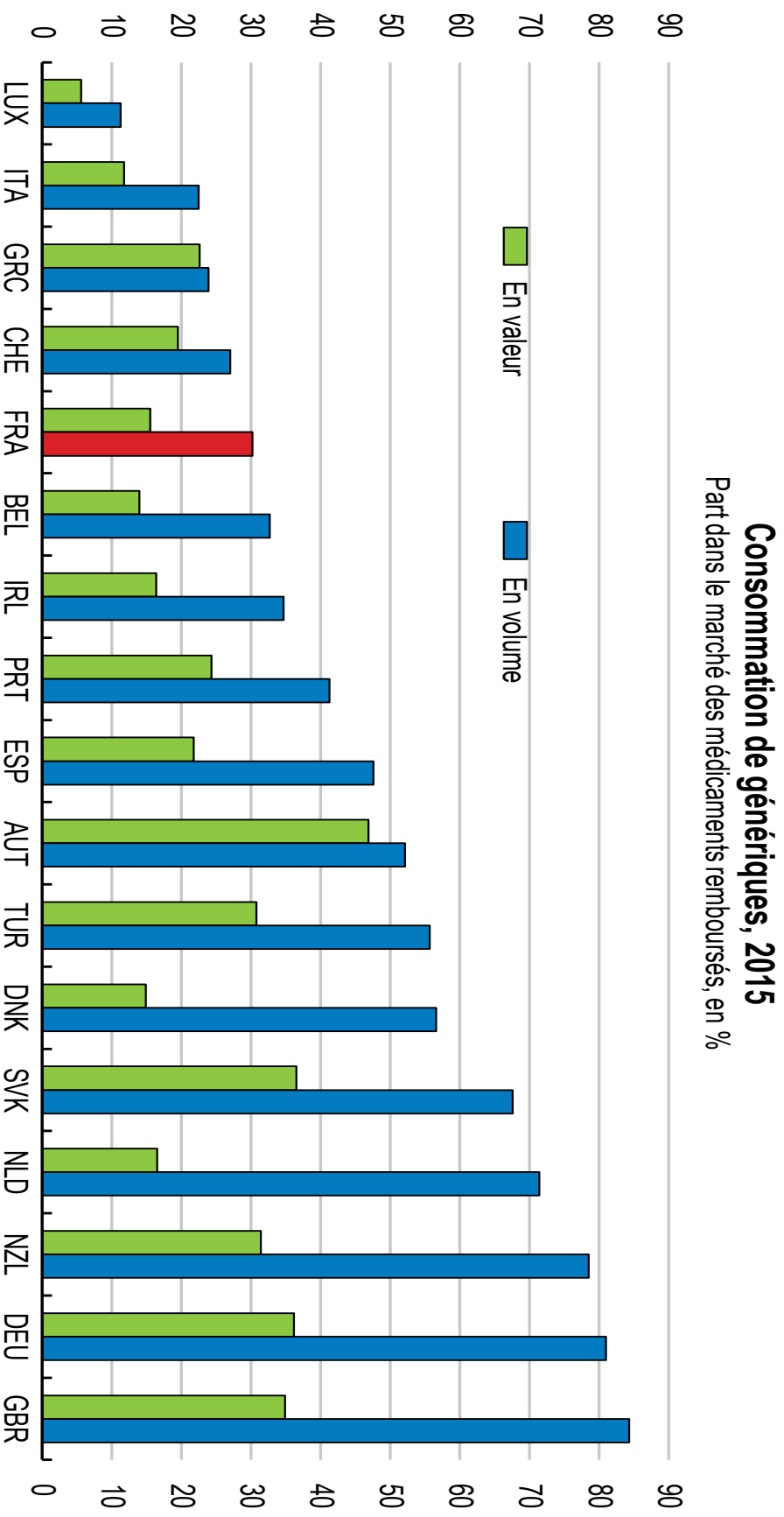
Les dépenses hospitalières sont élevées



Source : OCDE (2017), *Base de données des Statistiques de l'OCDE sur la santé*.



Un recours accru aux médicaments génériques permettrait de baisser les coûts



Source : OCDE (2017), *Base de données des Statistiques de l'OCDE sur la santé*.



Principales recommandations pour améliorer l'efficience du système de santé

- ✓ Augmenter la rémunération des professionnels de santé liée à la prévention et au traitement des maladies chroniques, ce qui permettrait de réduire le nombre de soins, des ordonnances et la vente de médicaments
- ✓ Faciliter la contractualisation des relations entre les régimes d'assurance et les groupements de prestataires
- ✓ Développer les dossiers médicaux électroniques
- ✓ Ajuster le système de tarification à l'activité dans les hôpitaux (GHS) afin de mieux rémunérer l'efficience et la qualité
- ✓ Renforcer l'autonomie des gestionnaires des hôpitaux publics en leur permettant d'appliquer leurs propres politiques de ressources humaines
- ✓ Réduire les dépenses pharmaceutiques en augmentant l'usage des génériques, en concevant des informations ciblées pour les hôpitaux et les prestataires de soins primaires afin d'améliorer la pertinence des prescriptions, et en appliquant des plafonds de remboursement à un plus large éventail de médicaments



Plus d'informations

Avertissement :

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

<http://www.oecd.org/fr/eco/etudes/etude-economique-france.htm>



OCDE

